



> [Asie](#) > [Thaïlande](#)

THAÏLANDE • Seule issue à la crise : le retour aux urnes

Les juges ont démis la Première ministre Yingluck. Les manifestants pro- et antigouvernement sont dans la rue. Le pays ne sortira pas de l'impasse politique dans laquelle il est plongé depuis six mois sans l'organisation de nouvelles élections.

[Courrier international](#) | Christine Chaumeau

9 mai 2014 |



Manifestation contre le gouvernement thaïlandais à Bangkok, 9 mai 2014 (AFP PHOTO/Nicolas ASFOURI) AFP

Yingluck Shinawatra n'est plus Première ministre. Pourtant, les manifestants sont toujours dans la rue. En décembre dernier, Yingluck avait démissionné pour répondre à la contestation populaire emmenée par des proches du parti d'opposition. Elle n'exerçait ses fonctions qu'en tant que chef d'un gouvernement chargé des affaires courantes.

Le 7 mai, la Cour constitutionnelle a demandé à Yingluck de quitter formellement ses fonctions. Il lui est reproché d'avoir nommé un proche de son frère au poste de chef de la police. Elle a été remplacée par un membre de son parti, le Pheu Thai. Le lendemain, elle a été mise en cause pour négligence par la commission anticorruption, qui enquête sur des malversations dans un programme gouvernemental de soutien au cours du riz.

Selon *The Nation*, les uns voient dans la décision des juges un "coup Etat judiciaire", les autres estiment que "la justice a été enfin rendue". "Une telle division est à l'origine même de la bataille. Ceux qui estiment que la fin du conflit est proche sont des optimistes", estime le quotidien.

La tension sociale continue à monter

D'ailleurs, les manifestants ne lâchent pas prise. C'est désormais sur le gouvernement intérimaire qui se focalise leur colère. Vendredi, ils ont occupé des bâtiments gouvernementaux et encerclé plusieurs chaînes de télévision, pour éviter qu'elles ne diffusent des informations progouvernementales. Les manifestants exigent le départ de ce gouvernement. Ils demandent son remplacement par des personnalités non élues qui seraient chargées de proposer des réformes institutionnelles pour éviter le népotisme et les abus de pouvoir. Des maux dont ils accablent le gouvernement de Mme Shinawatra depuis novembre dernier.

Mais, note *The Nation*, "si les Thaïlandais continuent à ne pas s'entendre sur ce qui constitue un abus de pouvoir, les réformes seront inutiles".

La tension risque de continuer à monter dans les rues de la capitale, puisque des organisations progouvernementales ont prévu de se rassembler samedi en soutien au Pheu Thai. Les forces de l'ordre sont mobilisées. Depuis le début du conflit, plus de vingt personnes sont mortes dans des affrontements ou des attentats.

Le pays vit dans une guerre intestine

Dans cette crise, deux groupes d'influence s'opposent. D'une part, une élite incarnée par le Parti démocrate, proche du palais royal ; d'autre part, un groupe formé autour de la famille Shinawatra, dont les différentes formations politiques ont remporté toutes les élections de ces dix dernières années. Thaksin Shinawatra et ses proches recueillent les faveurs d'un électorat populaire longtemps ignoré, grâce notamment à des programmes facilitant l'accès à l'éducation ou à la santé, mais aussi à des politiques nettement populistes comme le soutien au cours du riz.

Le pays vit dans une guerre intestine dont on comprend mal comment il pourra sortir. "La seule issue possible et le seul moyen d'avancer, c'est de rester fidèle au mandat donné par le peuple, la moins problématique des solutions", plaide l'universitaire Thitinan Pongsudhirak dans les colonnes du *Bangkok Post*. Mais le Parti démocrate a boycotté les élections de février dernier, et son président demande le report sine die d'un scrutin initialement prévu en juillet prochain. Depuis des années, "l'opposition a abandonné l'électorat au Pheu Thai de Thaksin. Il est temps de rentrer dans l'arène et de regagner en se battant le cœur et l'esprit des électeurs", poursuit le professeur, qui estime que le Parti démocrate doit se renouveler en profondeur. Si une solution sans élection est adoptée, "un surcroît de troubles et de tumultes est sans doute à prévoir", note-t-il.

Que feront les militaires ?

Cette situation sans issue relance les rumeurs de coup d'Etat militaire. L'armée a tiré les enseignements de son intervention de 2006 qui a renversé le Premier ministre Thaksin, et ne tient pas à entrer à nouveau dans l'arène. Certes, elle a tenté un temps de jouer les médiateurs entre les protagonistes, analyse la spécialiste des questions militaires dans le *Bangkok Post*.

Mais, dans leur majorité, les militaires pensent que si le général Prayuth Chan-ocha "avait voulu le pouvoir, il aurait fait un coup d'Etat depuis longtemps", explique Wassana Nanuam, d'autant qu'il est bientôt à la retraite et préférerait terminer paisiblement sa carrière. Mais "il n'avait pas exclu une 'option spéciale'", ayant déclaré : "L'armée ne ferme ni n'ouvre la porte à un coup, la décision dépend de la situation." "Aujourd'hui, tous les yeux se tournent à nouveau vers le général", conclut le *Bangkok Post*.

À LIRE ÉGALEMENT

- FRANCE • Valls trébuche à l'Assemblée
- ÉCONOMIE • L'Indonésie, dixième puissance économique mondiale
- VENEZUELA • Arrestations massives d'étudiants contestataires
- DUBAÏ • Luxe et islam au même étage
- VU DES ÉTATS-UNIS • Paris ou New York ?

À LIRE ÉGALEMENT SUR LES SITES DU GROUPE

- Européennes : la lettre ouverte de Cambadélis à Marine Le Pen (Le Monde)
- Crise ukrainienne : la réunion à Genève a-t-elle une chance d'aboutir ? (Le Monde)
- L'éloge de la salope (Le Huffington Post)
- Mais que se passe-t-il au "Monde" ? (Télérama)

Recommandé par



© Courrier international 2014 | Fréquentation certifiée par l'OJD | ISSN de la publication électronique : 1768-3076